

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

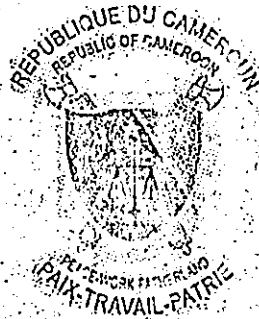
MINISTÈRE DES TRANSPORTS

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET,
DU MATÉRIEL ET DE LA MAINTENANCE

SERVICE DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORT

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB - DEPARTMENT OF BUDGET,
MATERIAL AND MAINTENANCE

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 0.03.../AAMI/MINT/SG/DAG/SDBM/SMAR2025 0 JUL 2025
POUR L'AUDIT ET EVALUATION DE LA SITUATION TECHNIQUE-
ADMINISTRATIVE DES NOUVELLES REFORMES SUR LA DELIVRANCE
SECURISEE DE LA VIGNETTE DE VISITE TECHNIQUE DES VEHICULES AU
CAMEROUN.

« FINANCEMENT : FONDS ROUTIER, EXERCICES 2025 »

I. CONTEXTE

Dans le but de constituer une liste restreinte des prestataires devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint relatif à l'audit et évaluation de la situation technico-administrative des nouvelles réformes sur la délivrance sécurisée de la vignette de visite technique des véhicules au Cameroun ; un Appel à Manifestation d'Intérêt est lancé à l'intention des bureaux d'études techniques, cabinets et/ou de groupements de bureaux d'études techniques désireux de fournir cette prestation.

II. OBJET DE L'AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Le présent Avis à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des bureaux d'études techniques, de cabinets et/ ou de groupements de bureaux d'études techniques pour l'audit et évaluation de la situation technico-administrative des nouvelles réformes sur la délivrance sécurisée de la vignette de visite technique des véhicules au Cameroun, sur financement Fonds routier, pour l'exercice 2025.

III. CONSISTANCE DE LA PRESTATION

La présente mission consistera à évaluer la mise en œuvre de la nouvelle réforme sur la délivrance sécurisée de la vignette de visite technique des véhicules au Cameroun afin d'en apprécier l'efficacité, la conformité et l'impact sur la sécurité routière.

IL s'agira spécifiquement ;

- D'analyser le cadre réglementaire et institutionnel encadrant la délivrance sécurisée des vignettes de visite technique (texte réglementaires, cahier de charges du contrôle technique, etc) ;
- D'identifier les contraintes techniques, administratives et organisationnelles liées à l'application des réformes ;
- de vérifier l'adhésion des parties prenantes (usagers, centres de contrôle technique, administration publique) aux nouvelles procédures ;
- D'analyser le niveau de mise en œuvre des nouvelles réformes et leur conformité aux objectifs initiaux ;
- D'évaluer l'efficacité des dispositifs mis en place pour la sécurisation des vignettes de visite technique ;
- D'examiner l'harmonisation des processus entre les CCT et la centralisation des données par le Ministère des Transports ;
- D'identifier les points faibles et les difficultés rencontrés dans l'application des nouvelles mesures ;
- De proposer des recommandations pour améliorer la gestion et la transparence du système d contrôle technique des véhicules.

Le consultant procédera à en deux (02) phases :

1. L'élaboration de la méthodologie d'audit de la nouvelle réforme sur la délivrance sécurisée de la vignette de visite technique des véhicules au Cameroun.
2. l'audit des procédures administratives et techniques, l'évaluation des infrastructures et systèmes numériques, l'analyse des impacts et formulation des recommandations.

IV. Participation et origine

La participation au présent Appel à Manifestation d'Intérêt s'adresse aux cabinets, aux bureaux d'études techniques ou groupements de bureaux d'études techniques de droit camerounais justifiant d'une bonne expérience dans le domaine :

- de la réalisation des audits dans le domaine de la prévention routière ou de la sécurisation des titres et autres documents ;
- du système d'information , de digitalisation et de la cybercriminalité avec des capacités techniques, logistiques et financières pour la conduite d'une telle mission.

V. Financement

Les présentes prestations sont financées par le FONDS ROUTIER, EXERCICES 2025.

VI. Critères de préqualification

Le soumissionnaire devra remplir les critères ci-après :

1. Être une Entreprise de droit camerounais ;

1. Être une Entreprise de droit camerounais ;
2. Justifier des capacités administratives et techniques requises, notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point VI.1 ci-dessous ;
 - Avoir une expérience suffisante dans le domaine visé ;
 - Disposer du personnel conforme aux points VI.2.

VI.1 Critères éliminatoires

- Pièce du dossier administratif absente ou non conforme après 48 heures accordées ;
- Fausse déclaration, pièces falsifiées ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100

VI.2 Critères essentiels

L'offre technique fera l'objet d'une évaluation sur 100 points suivant les critères ci-après :

N°	Critères d'évaluation	Notes
1	Présentation de l'offre	05
2	Expérience et références de l'entreprise	20
3	Qualification des ressources humaines(personnel) pour la mission	35
4	Compréhension de mission et présentation, de méthodologie, du chronogramme et de l'organisation du travail	30
5	Moyens logistiques et techniques	10
	TOTAL	100

Seuls les candidats qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation, une note technique supérieure ou égale à 70 points sur 100 seront retenus.

VII. DOSSIER DE CANDIDATURE

Les entreprises qui souhaiteraient manifester leur intérêt à réaliser les prestations décrites ci-dessus devront fournir les pièces ci-après présentées en deux (02) volumes :

VII.1 Volume A (Pièces administratives)

Le « Volume A » comportera les pièces administratives suivantes et datées de moins de trois (03) mois à l'ouverture des plis :

1. Une lettre de déclaration de manifestation d'intérêt du candidat faisant apparaître sa raison sociale, son adresse et, le cas échéant les pouvoirs délégués au(x) signataire(s) ;
2. Une attestation de conformité fiscale en cours de validité ;
3. Un certificat de non exclusion des marchés publics (ARMP) ;
4. Une attestation de non faillite délivrée par le Greffe du Tribunal de Première Instance du domicile ;
5. Un extrait du registre de commerce ;
6. Une déclaration sur l'honneur de n'avoir jamais abandonné une prestation ;
7. Une attestation de soumission pour CNPS (Original) ;
8. Une attestation de domiciliation bancaire.

En cas de groupement, une attestation de non faillite doit être fournie par chacun des candidats qui constituent le groupement.

VII.2 Volume B (Dossier Technique)

VII.2.1 Expérience du Cabinet

Le dossier technique devra comprendre :

1. La présentation de l'entreprise ou du BET ;
2. La liste du personnel à mettre en œuvre dans le cadre de la mission et ses attributions.
3. Les copies certifiées conformes de leurs diplômes ;
4. Le curriculum vitae (CV) de l'ensemble du personnel ;
5. Les références du candidat (le bureau présentera ses références dans un tableau synoptique faisant ressortir, la date de réalisation, la prestation réalisée, le coût et le bénéficiaire) ;
6. Les contrats ou les bons de commandes et procès-verbaux de réception se rapportant aux prestations effectuées ainsi que tous autres documents susceptibles de faciliter une meilleure compréhension et la justification des prestations réalisées.

VII.2.2 profils du personnel

Le soumissionnaire devra disposer ou s'engager à embaucher avant le début des prestations, le personnel technique compétent et nécessaire à la bonne exécution des missions. L'équipe à mobiliser est la suivante :

1. *Un Chef de Mission : expert senior en sécurité routière* : titulaire d'un diplôme universitaire de niveau minimum BAC+5 dans le domaine des transports, des statistiques, de l'économie, des sciences de l'ingénierie ou tout autre diplôme équivalent et justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le domaine de la Prévention et de la sécurité routière et plus particulièrement dans le domaine du contrôle technique.
2. *Diplôme d'ingénieur en mécanique, électromécanique ou maintenance automobile* : un ingénieur titulaire d'un diplôme universitaire de niveau BAC+5 avec une expérience d'au moins 5 ans dans l'inspection technique des véhicules, l'équipement de diagnostic ou la certification/homologation des véhicules et ayant une bonne connaissance des normes techniques applicables aux véhicules en Afrique et à l'international.
3. *Expert en digitalisation/systèmes d'information* : diplôme d'ingénieurs ou de master (Bac +5) en système d'information, informatique ou technologies de l'information. Expérience avérée (≥ 5 ans) dans la mise en œuvre ou l'évaluation de solutions numériques dans le secteur public et ayant des connaissances en cybersécurité, gestion de bases de données et intégration de systèmes.
4. *Expert juriste* : titulaire d'un BAC+3 en droit public, droit des transports, ou droit administratifs et justifiant d'au moins 05 ans d'expérience dans l'analyse, l'interprétation et l'application des textes réglementaires notamment dans le secteur de transports routier ou de la réglementation technique.
5. *Les assistants techniques (enquêteurs)* : Diplôme universitaire (BAC+2) en sociologie ou ressources humaines ou équivalent. Avoir une expérience dans les enquêtes.

6. **Personnel d'appui** : Diplôme universitaire (Bac+2) dans l'appui logistique, administratif, informatique ou discipline connexe et ayant une expérience dans des missions de terrain.

VIII. GRILLE D'EVALUATION

La grille d'évaluation est composée des éléments ci-après :

3- Expérience et référence de l'entreprise (20 points)

- 1- Le candidat doit avoir une expérience établie et présenter au moins une référence dans les prestations d'audit en sécurité routière ou dans la sécurisation des titres et autres documents. (07.5 points).
- 2- Le candidat doit avoir une expérience établie et présenter au moins deux références dans l'inspection technique des véhicules, dans l'équipement de diagnostic ou la certification/homologation des véhicules, et ayant une bonne connaissance des normes techniques applicables aux véhicules (07.5 points).
- 3- Le candidat doit avoir une expérience établie et présenter au moins une référence dans la mise en œuvre ou l'évaluation de solutions numériques dans le secteur public et ayant des connaissances en cybersécurité, gestion de bases de données et intégration de systèmes. (05 points).

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence devra être justifiée par l'extrait du contrat comportant la première et la dernière page, les attestations de service fait ou les procès-verbaux de réception ou recettes techniques correspondants délivrées par les organes compétents (les documents devront être clairs et lisibles).

4- Personnel : (35 points)

1.Expert en sécurité routière, (10 points)

1.1	Formation (Bac+5)		
	Niveau	<Bac+5	≥Bac+5
	Point	0	05
1.2	Expérience		
	Niveau	<05 ans	≥05 ans
	Point	0	05

2. Ingénieur en mécanique, électromécanique ou maintenance automobile, (10 points)

1.1	Formation (Bac+5)		
	Niveau	<Bac+5	≥Bac+5
	Point	0	05
1.2	Expérience		
	Niveau	<05 ans	≥05 ans
	Point	0	05

4.Expert Juriste (05 points)

1.1	Formation (Bac+5)		
	Niveau	<Bac+5	≥Bac+5
	Point	0	02
1.2	Expérience général		
	Niveau	<05 ans	≥05 ans
	Point	0	03

5- Présentation générale de l'offre, compréhension de la mission, présentation de méthodologie et chronogramme sur une période de trois (03) mois et de l'organisation du travail (20 points).

N°	INTITULE	NOMBRE DE POINTS
1	Présentation Générale de l'Offre	05
2	Compréhension et présentation de la méthodologie détaillée et des moyens IMO	10
3	Présentation du chronogramme sur une période de trois mois	10
4	Organisation du travail	10

6- Moyens logistiques et matériel de l'entreprise : (10 points)

L'entreprise devra posséder :

- Un Pick-up et un véhicule de tourisme en propre ou location : 05 points ;
- Matériel de bureau (Ordinateurs portables, scanner, photocopieur, imprimante) : 05 points.

NB : Présenter les factures du matériel, les contrats de location ou carte grise des véhicules.

IX. RECEVABILITE ET DEPOUILLEMENT DES OFFRES

Les dossiers de candidatures comporteront les volumes : 1 et 2, rédigés en Français ou en Anglais. Ils devront être remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous plis fermé et scellé à la

Direction des Affaires Générales (Service des Marchés) du Ministère des Transport
au plus tard, le 19 AOUT 2025 à 13 heures précises, (heure locale), avec
la mention :



« AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° 003 /AAMI/MINT/SG/DAG/SDBM/SMAR2025

POUR L'AUDIT ET EVALUATION DE LA SITUATION TECHNICO-
ADMINISTRATIVE DES NOUVELLES REFORMES SUR LA DELIVRANCE
SECURISEE DE LA VIGNETTE DE VISITE TECHNIQUE DES VEHICULES AU
CAMEROUN

« FINANCEMENT : FONDS ROUTIER, EXERCICES 2025 »,

A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

X. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

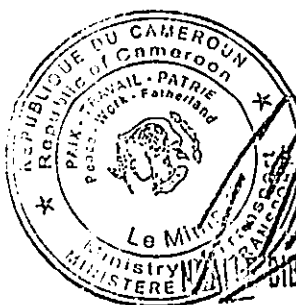
Les renseignements complémentaires ainsi que les termes de références liés
au présent Appel à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenus aux heures ouvrables
à la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés) du Ministère des
Transport.

Yaoundé, le 30 JUL 2025

Ampliations :

- ARMP (pour publication)
- MINT;
- SMAR
- ARCHIVES
- AFFICHAGE

LE MINISTRE DES TRANSPORTS



[Signature]
SIBEHE Jean Ernest Masséna

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DES TRANSPORTS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

SOUS-DIRECTION DU BUDGET
DU MATERIEL ET DE LA MAINTENANCE

SERVICE DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORT

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL AFFAIRS

SUB - DEPARTMENT OF BUDGET,
MATERIAL AND MAINTENANCE

PUBLIC CONTRACTS SERVICE

EXPRESSION OF INTEREST IN EMERGENCY PROCEDURE N°

0003

/AAMI/MINT/SG/DAG/SDB/SMAR2025

01/01/2025

FOR THE AUDIT AND EVALUATION OF THE TECHNICAL AND
ADMINISTRATIVE SITUATION OF THE NEW REFORMS ON THE SECURE ISSUE
OF THE VEHICLE INSPECTION STICKER IN CAMEROON.

'FINANCING: ROAD FUND, FISCAL YEAR 2025'.

I. CONTEXT

In order to draw up a shortlist of service providers to participate in the National Restricted Call for Tenders for the audit and evaluation of the technical and administrative situation of the new reforms on the secure issuance of vehicle inspection stickers in Cameroon, a Call for Expression of Interest is being launched for technical consultancy firms, firms and/or consortia of technical consultancy firms wishing to provide this service.

II. PURPOSE OF THE CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

The purpose of this Call for Expression of Interest is to pre-qualify technical consultancy firms, firms, and/or consortia of technical consultancy firms for the audit and evaluation of the technical and administrative situation of the new reforms concerning the secure issuance of vehicle inspection stickers in Cameroon, funded by the Road Fund, for the 2025 fiscal year.

III. SCOPE OF SERVICES

This mission will involve evaluating the implementation of the new reform on the secure issuance of vehicle inspection stickers in Cameroon, in order to assess its effectiveness, compliance, and impact on road safety.

Specifically, the task will involve:

- Analyzing the regulatory and institutional framework governing the secure issuance of vehicle inspection stickers (regulatory texts, technical inspection specifications, etc);
- Identifying technical, administrative, and organizational constraints related to the implementation of the reforms;
- Verifying the level of stakeholder adherence (users, technical inspection centers, public administration) to the new procedures;
- Analyzing the implementation status of the new reforms and their alignment with the initial objectives;
- Evaluating the effectiveness of the systems put in place for securing inspection stickers;
- Examining the harmonization of processes between the Technical Inspection Centers (CCT) and data centralization by the Ministry of Transport;
- Identifying weaknesses and difficulties encountered in applying the new measures;
- Proposing recommendations to improve the management and transparency of the vehicle inspection system.

The consultant will proceed in two (02) phases:

1. Development of the audit methodology for the new reform on the secure issuance of vehicle inspection stickers in Cameroon;
2. Audit of administrative and technical procedures, assessment of infrastructure and digital systems, impact analysis, and formulation of recommendations.

IV. PARTICIPATION AND ELIGIBILITY

Participation in this Call for Expression of Interest is open to Cameroonian technical consultancy firms, firms, or consortia that can demonstrate solid experience in:

- Conducting audits in road safety or securing official documents and titles;
- Information systems, digitalization, and cybersecurity, with the technical, logistical, and financial capacity to carry out such a mission.

V. FINANCING

These services are financed by the ROAD FUND, for the 2025 fiscal year.

VI. PRE-QUALIFICATION CRITERIA

The applicant must meet the following criteria:

- Be a company under Cameroonian law;
- Demonstrate the necessary administrative and technical capacities, notably;

- Submit an administrative file in accordance with the requirements of section VI.1 below;
- Have sufficient experience in the relevant field;
- Provide personnel as required under section VI.2.

VI.1 Disqualifying Criteria

- Missing or non-compliant administrative document after a 48-hour grace period;
- False declaration or falsified documents;
- Technical score below 70 out of 100.

VI.2 Evaluation Criteria (Essential Criteria)

The technical offer will be evaluated on 100 points based on the following criteria:

N°	Evaluation Criteria	Notes
1	Présentation of the offer	05
2	Company experience and references	20
3	Qualification of human resources for the mission	35
4	Understanding the mission and presentation of the methodologies, the timetable and the organisation of the work	30
5	Logistical and technical means	10
	TOTAL	100

Only candidates who obtain a technical score of 70 points or more out of 100 will be pre-qualified.

VII. APPLICATION FILE

Companies wishing to express their interest in providing the above-mentioned services must submit the following documents, presented in two (02) volumes:

VII.1 Volume A (Administrative Documents)

"Volume A" shall contain the following administrative documents, all dated within the last three (03) months prior to the opening of bids:

1. A letter of expression of interest from the applicant, stating the legal name, address, and, where applicable, delegated signing authority(ies);
2. A valid tax compliance certificate;
3. A certificate of non-exclusion from public procurement (issued by the ARMP);
4. A certificate of non-bankruptcy issued by the Clerk of the Court of First Instance;
5. An extract from the commercial register;
6. A sworn declaration of never having abandoned a service;
7. A certificate of submission to CNPS (Original);
8. A bank domiciliation certificate.

In the case of a consortium, a certificate of non-bankruptcy must be provided by each member of the consortium.

VII.2 Volume B (Technical Proposal)

VII.2.1 Firm's Experience

The technical file must include:

1. A presentation of the firm or technical consultancy office (BET);
2. The list of personnel to be deployed for the mission and their roles;
3. Certified copies of their diplomas;
4. CVs of all personnel;
5. The candidate's references (to be presented in a summary table showing the date of execution, the service provided, the cost, and the beneficiary);
6. Copies of contracts, purchase orders, and acceptance reports related to services carried out, as well as any other documents that may help in understanding and justifying the services rendered.

VII.2.2 Personnel Profiles

The applicant must have, or commit to hiring before the start of services, the qualified technical personnel necessary for the proper execution of the mission. The team to be mobilized includes:

1. Team Leader – Senior Expert in Road Safety:

Holder of at least a Master's degree (Masters Degree) in transport, statistics, economics, engineering sciences, or equivalent, with at least 10 years of professional experience in road safety and prevention, particularly in vehicle inspection.

2. Mechanical/Electromechanical/Automotive Maintenance Engineer:

Holder of a Masters degree with at least 5 years of experience in vehicle technical inspection, diagnostic equipment, or vehicle certification/homologation, with good knowledge of technical standards applicable to vehicles in Africa and internationally.

3. Expert in Digitalization / Information Systems:

Holder of an engineering degree or Master's degree (Masters Degree) in information systems, computer science, or information technology. Proven experience (≥ 5 years) in implementing or evaluating digital solutions in the public sector, with knowledge in cybersecurity, database management, and systems integration.

4. Legal Expert:

Holder of a Bachelor's degree in public law, transport law, or administrative law, with at least 5 years of experience in the analysis, interpretation, and application of regulatory texts, especially in the road transport or technical regulation sector.

5. Technical Assistants (Investigators):

Holder of a HND degree or equivalent in sociology, human resources, or an equivalent field. Experience in surveys or similar assignments required.

6. Support Staff:

Holder of a BND degree or equivalent in statistics, administration, IT, or a related discipline, with field experience in similar missions.

VIII. EVALUATION GRID

The evaluation grid consists of the following elements:

3. Experience and References of the Company (30 points)

1- The applicant must have a proven track record and present at least one reference for services in road safety audits or the securing of official documents and titles. (10 points)

2- The applicant must have a proven track record and present at least two references in vehicle technical inspection, diagnostic equipment, or vehicle certification/homologation, and demonstrate good knowledge of applicable technical standards. (10 points)

3- The applicant must have a proven track record and present at least one reference in implementing or evaluating digital solutions in the public sector, with knowledge in cybersecurity, database management, and systems integration. (10 points)

To be considered in the evaluation, each reference must be supported by an extract from the contract including the first and last pages, service completion certificates, or the corresponding technical acceptance reports issued by competent authorities. (Documents must be clear and legible.)

4- Personnel : (35 points)

1. Road Security Expert, (10 points)

1.1	Training (Masters Degree)	
	Level	<Masters Degree ≥Masters Degree
	Point	0 05
1.2	Experience	
	Level	<05 years ≥05 years
	Point	0 05

2. Information Systems and Digitalization Expert (10 points)

1.1	Training (Masters Degree)	
	Level	<Masters Degree ≥Masters Degree
	Point	0 05
1.2	Experience	
	Level	<05 years ≥05 years
	Point	0 05

3. Legal Expert (05 points)

1.1	Training (Masters Degree)		
	Level	<Masters Degree	≥Masters Degree
	Point	0	05
1.2	Experience		
	Level	<05 years	≥05 years
	Point	0	05

4-General Presentation of the Offer, Understanding of the Mission, Methodology, Work Plan over a Three (03) Month Period (20 points)

N°	DESIGNATION	POINTS
1	General presentation of bid	05
2	Understanding and Presentation of the Detailed Methodology and Resources	10
3	Presentation of the Work Schedule (Chronogram) over a Three-Month Period	10
4	Work Plan	10

6- Logistical Means and Equipment of the Company: (10 points)

The company must possess:

One pick-up truck and one passenger vehicle, either owned or rented: 05 points

Office equipment (laptops, scanner, photocopier, printer): 05 points

Note: Provide invoices for the equipment, rental contracts, or vehicle registration documents.

IX. SUBMISSION AND OPENING OF OFFERS

The application files must include Volumes 1 and 2, written in French or English. They must be submitted in five (05) copies, including one (01) original and four (04) copies marked as such, in a sealed and closed envelope at the Directorate of General Affairs (Contracts Department) of the Ministry of Transport, no later than **19 AUG 2025** at **03:00** local time, bearing the following mention:

"CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

N° **003** / AAN/MINT/SG/DAG/SDBM/SMAR2025

FOR THE AUDIT AND EVALUATION OF THE TECHNICAL AND
ADMINISTRATIVE SITUATION OF THE MINISTRY OF TRANSPORTS ON THE SECURE
ISSUANCE OF VEHICLE INSPECTION CERTIFICATES IN CAMEROON

FUNDING: ROAD FUND, ESCF YEAR 2025

TO BE OPENED ONLY DURING THE BIDDING OPENING SESSION

X. FURTHER INFORMATION

Additional information and the terms of reference relating to this Call for Expression of Interest may be obtained during working hours from the Directorate of General Affairs (Contracts Department) of the Ministry of Transport.

Done at Yaoundé, on 30 JUL 2025

Copies :

- ARMP (for publication)
- MINT
- SMAR
- ARCHIVES
- Noticeboard

THE MINISTER OF TRANSPORTS



IBENE Jean Ernest Massena

